



Déclaration au CSE du 12 octobre 2023

En premier lieu, permettez-nous Monsieur le Ministre de saluer votre présence à ce CSE d'aujourd'hui en espérant que nous aurons, en effet, l'occasion de nous adresser directement et régulièrement à vous dans cette instance.

Pour la CGT, l'Éducation nationale ne se limite pas à la transmission de savoirs ou de savoir-faire mais concerne la société tout entière en ce qu'elle forme les citoyen·nes de demain et est censée leur donner les moyens de leur émancipation. À ce titre, si nous sommes convaincu·es qu'il faut lutter contre le harcèlement, il faut également renforcer la lutte contre le sexisme et les LGBTI phobies.

En cette rentrée 2023, les sujets qui traversent notre grande institution sont nombreux, au premier rang desquels les annonces que vous formulez à un rythme tout aussi effréné que l'un de vos prédécesseurs, dont vous semblez avoir également pris l'habitude, ô combien néfaste, de faire vos annonces sans réelle concertation préalable avec le monde enseignant et ses représentant·es.

En ce début d'octobre, alors que vous ne cessez de vanter le dialogue social, vous annoncez un nouveau chantier visant à « engager une bataille pour le niveau » et le « choc des savoirs ».

M. le Ministre, disons-le très clairement, pour notre organisation, les mesures que vous préconisez et dont tout laisse à penser qu'elles sont déjà arrêtées, nous ne les partageons pas, tout comme nous ne partageons pas le postulat de départ sur lequel elles reposent. Vous annoncez vouloir un retour des écoles normales après le bac, le recentrage des apprentissages sur les fondamentaux, la fin des cycles, le retour des classes de niveau, la fin de la liberté pédagogique. En clair, vous désavouez le corps enseignant actuel l'accusant pour ainsi dire des principaux maux que connaît l'École aujourd'hui. L'empathie que vous prônez devrait s'étendre aux personnels de votre ministère !

La vision de l'École incarnée par ces annonces récentes est pour nous aux antipodes de celle que nous défendons. Il est inconcevable que vous prétendiez rendre le métier plus attractif avec des recettes d'un autre temps et des mesures qui soumettraient les personnels que nous représentons à de simples exécutant·es lié·es à des dispositions autoritaires et descendantes.

Cela ressemble à un déclasserment sans précédent des personnels de l'Éducation et un appauvrissement inestimable pour la jeunesse de ce pays.

La question que nous posons aujourd'hui est celle de l'avenir de l'École publique, gratuite et laïque de notre République. Quelle raison vous pousse donc à prêter l'oreille à des instances qui de toute évidence prônent le démantèlement et la casse de l'Éducation nationale ? La bataille pour jeter le discrédit sur l'enseignement public est en passe d'être gagnée et sa privatisation est en route. Vous consacrez par vos méthodes et les mesures annoncées, une approche purement consumériste de l'éducation en la réduisant à la seule formation du travailleur et de la travailleuse, à sa seule

employabilité par les entreprises, et en occultant ses autres missions qui sont pourtant fondamentales et déterminantes pour l'avenir de toute société démocratique.

Le budget consacré à l'Éducation nationale pour 2024 illustre tout autant vos intentions.

Malgré un budget en hausse justifié pour une large part par les revalorisations salariales dont nous réitérons qu'elles sont trop faibles, et en dépit d'une démographie scolaire à la baisse, nous déplorons des annonces de suppression de postes dans le premier comme le second degré, 2200 postes, et en même temps une baisse des moyens consacrés aux bourses et aux fonds sociaux. Plus révélateur encore des choix réalisés par votre gouvernement, ce budget est une fois encore en augmentation pour l'enseignement privé. En 2024, 45 millions d'euros seront ainsi consacrés à l'enseignement privé en France. Légitimement, on est en droit de s'interroger sur ces choix politiques qui démontrent sans ambiguïté la volonté de ne pas agir pour le plus grand nombre mais de favoriser un tournant libéral au service d'une petite frange de la population en croisade contre le service public d'Éducation depuis de nombreuses années maintenant.

Le mépris et l'abandon du service public d'Éducation, entre autres, présenté aujourd'hui comme un système en faillite, se retrouvent bien au-delà de ces seules mesures.

De trop nombreuses orientations politiques vont à l'encontre d'un projet de société permettant « le vivre ensemble » et le respect et la liberté de chacun et chacune.

Le démantèlement de la voie professionnelle sous statut scolaire au profit de l'apprentissage ou de plus en plus fréquemment d'organismes de formations du privé comme les écoles de production dont la liste s'allonge d'année en année est un autre exemple de cette volonté de mettre en place une société à deux vitesses où seul-es les plus favorisé-es pourront prétendre aux meilleurs postes dans la société. Mais le service public qu'il soit d'Éducation, de Santé ou autre ne peut pas être conçu sur une logique d'entreprise érigée en modèle de management. La contractualisation aujourd'hui à l'œuvre dans de nombreuses réformes mène à une remise en cause du pacte social et génère des divisions profondes au sein de la société favorisant la montée de l'extrême droite et le repli communautaire.

Nous ne pouvons nous résigner à croire que le futur s'écrit avec des notions passéistes et idéologiquement réactionnaires. Nous ne pouvons nous résigner à accepter l'idée d'une société asservie du fait d'une politique élitiste en lien direct avec des choix économiques dictés par une poignée de grands patrons ou de pseudo bien-pensants.

Nous continuerons à porter un projet de société et d'École émancipatrice débarrassée des inégalités et du tri social.

Pour cela, il est nécessaire de rendre les métiers de l'Éducation plus attractifs, ce qui passe aussi par une hausse généralisée des salaires et le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat due au gel du point d'indice durant des années, et l'indexation de ce dernier sur l'inflation. Mais cela passe aussi par la fin de la précarité dans l'Éducation nationale : il y a urgence à revoir la grille salariale des AESH (mobilisé-es le 3) à leur donner un statut et à en créer un pour les AEd. Il est inadmissible que certains de ces personnels n'aient pas touché leur paie, ou alors partiellement, du mois de septembre en temps et en heure alors qu'ils et elles sont les premier-ères touché-es par l'inflation. Cette précarité est la même que celle que l'on retrouve chez de très nombreux travailleurs et travailleuses et la précarisation gangrène le salariat avec les projets de loi que porte le gouvernement, tel que celui du plein-emploi par exemple. Au-delà du droit à l'emploi, le respect des personnels passe très clairement par un salaire décent et donc des revalorisations salariales !

Et c'est pour cette raison que nous appelons avec l'ensemble des organisations syndicales à faire du 13 octobre, une journée de mobilisation y compris par la grève pour plus de solidarité, pour des salaires plus élevés et des emplois de qualité, pour une égalité professionnelle femmes/hommes effective, pour une plus grande protection sociale, pour une transition environnementale socialement juste, pour des investissements pour des services publics de qualité qui garantissent les droits des citoyennes et citoyens et répondent à leurs besoins. C'est aussi pour cela que la CGT continue à demander le retrait de la réforme des retraites. C'est là aussi notre projet de société !